

[Text]

**Mrs. Finestone:** Let me give you an example, then. I am going to come to simultaneous substitution, which I think is in jeopardy as a result of the free trade agreement, and I would like an explanation.

**Miss MacDonald:** I can give you an explanation of that, because I think you are confused there.

**Mrs. Finestone:** It will not be the first time there is some confusion.

**Miss MacDonald:** I think there you are confusing commercial deletion with simultaneous substitution.

**Mrs. Finestone:** A commercial is a program, if you want to look at the definition of program. I think you could find that a commercial will fall under program, which will be my next series of questions on definitions. I do not know where else you would define a commercial or advertising. Otherwise it is absent in the bill, and it is rather serious because advertising is the key to income.

Let me ask the minister this question, then. Say the CRTC came out with a policy that we shall have non-simultaneous substitution. Could you then interfere? You asked me to give you an example with respect to the kind of exemption policy you could come out with under clause 26.

**Miss MacDonald:** First let me state this. The policy directive power of the government is in the field of policy. It would hold hearings as to whether or not that policy directive goes forward. There would be a lot of discussion and consultation—

**Mrs. Finestone:** But not in clause 26. You do not hold a hearing.

**Miss MacDonald:** I am trying to explain the various measures. The appeals would be in the event that policy measures are not followed. Now, you are talking about an exemption from policy. I am sorry, but I do not think that in the broad policy field we are talking about you could have anybody, including the CRTC, say we are going to be exempted from that broad policy issue, such as how we deal with high-definition television.

**Mr. Gourd:** If I may, Mr. Chairman, I would like to expand on what the minister has said. It is a fact that clause 26 provides for the exemption of undertakings for the totality of their activities. You cannot exempt an undertaking under clause 26 only in terms of non-simultaneous substitution or simultaneous substitution or whatever policy.

**Miss MacDonald:** You can do it only for the licence.

**Mrs. Finestone:** You can exempt for a licence?

[Translation]

**Mme Finestone:** Permettez-moi de vous donner un exemple. J'aimerais parler de la substitution simultanée, service qui à mon avis est mis en péril par l'accord de libre-échange. J'aimerais qu'on m'explique la situation.

**Mme MacDonald:** Je peux vous expliquer la situation, car je crains que vous ne compreniez pas très bien.

**Mme Finestone:** Ce n'est pas la première fois que les choses ne sont pas très claires.

**Mme MacDonald:** Je crois que vous ne faites pas la distinction entre l'élimination des annonces publicitaires et la substitution de signaux identiques.

**Mme Finestone:** Une annonce publicitaire c'est une émission, si vous tenez compte de la définition de ce terme. Je crois que vous découvrirez qu'une annonce publicitaire est une émission. D'ailleurs je vous poserai des questions tout à l'heure sur les définitions. Je ne vois pas vraiment dans quelle autre disposition vous avez défini les annonces publicitaires. Si ce terme n'est pas inclus dans la définition d'émission, cela veut dire qu'il n'est pas du tout défini dans le projet de loi. C'est plutôt grave car il ne faut pas oublier que la publicité représente une source de revenu importante.

Madame la ministre, j'aimerais vous poser la question suivante. Supposons que le CRTC adopte une politique interdisant la substitution simultanée. Pourriez-vous intervenir? Vous m'avez demandé de vous donner un exemple des exemptions que vous pourriez décréter en vertu de l'article 26.

**Mme MacDonald:** Je dois d'abord et avant tout préciser que le gouvernement n'a l'autorisation d'adopter des directives que dans le domaine de la politique. Il pourrait par exemple tenir des audiences afin de décider si une directive donnée devrait être adoptée. Il pourrait y avoir des consultations, des discussions. . .

**Mme Finestone:** Mais pas en vertu de l'article 26. Cette disposition ne prévoit pas d'audiences.

**Mme MacDonald:** J'essaie de vous expliquer les diverses choses qui pourraient être faites. Par exemple il pourrait y avoir appel si les politiques proposées ne sont pas suivies. Vous, vous parlez d'exemption de certains parties de l'application des règlements et des politiques. Je ne crois cependant pas que quiconque, le CRTC compris, puisse dire qu'il devrait être exclu de l'application d'une politique générale comme c'est le cas pour la télévision haute définition.

**M. Gourd:** J'aimerais ajouter quelque chose, si vous permettez, monsieur le président. L'article 26 prévoit que toutes les activités de certaines entreprises pourraient faire l'objet d'une exemption. Cependant vous ne pouvez pas exempter une entreprise en application de l'article 26 simplement dans le domaine de la substitution non simultanée ou simultanée par exemple.

**Mme MacDonald:** Cette exemption ne vaudrait que pour les licences.

**Mme Finestone:** Vous pourriez prévoir une exemption pour les licences?